

n'a aucune valeur politique en soi, elle fait partie intégrante du processus plus global de la CSCE. Bien entendu, le meilleur critère d'évaluation de ce processus demeurera la mesure où les États souverains participants qui ont accepté sur un plan politique (et non juridique) le caractère exécutoire des engagements contractés à cette occasion se montreront disposés à les respecter.

## RIEN NE VA PLUS . . . SAUF À STOCKHOLM

Le moment choisi pour la Conférence de Stockholm était loin d'être aussi propice que dans le cas de celle d'Helsinki, puisqu'en janvier 1984, date où elle s'est ouverte, les relations politiques entre l'Est et l'Ouest étaient déjà beaucoup plus tendues qu'en 1975. Au nombre des facteurs ayant contribué à cette situation, mentionnons le déploiement en Europe de missiles balistiques SS-20 (1977) par l'URSS; le fait que les États-Unis n'aient pas ratifié le second Traité sur la limitation des armements stratégiques (Salt II) (1979); l'invasion et l'occupation de l'Afghanistan par les Soviétiques (1979); la "double décision" de l'OTAN sur les forces nucléaires de théâtre à longue portée, prise en partie pour contrer le déploiement des SS-20 (1979); les exercices militaires auxquels les Soviétiques s'étaient livrés autour de la Pologne, sans les notifier (1980-1981), et que beaucoup ont considérés comme contraires aux engagements contractés à Helsinki; l'imposition de la loi martiale en Pologne (1981); l'annonce par le président Reagan de son Initiative de défense stratégique (1983); l'incident du Boeing coréen abattu par un *MIG* soviétique (1983); la décision des Soviétiques de quitter la table des négociations sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) et l'interruption des pourparlers sur la limitation des armements stratégiques (START), après le déploiement par l'OTAN de missiles Pershing II et de missiles de croisière lancés à partir du sol (1983); et enfin, le fait que les parties n'aient pu fixer la date de la prochaine séance de pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR). À la fin de l'année 1983, il ne subsistait entre l'Est et l'Ouest presque aucune forme de contact officiel en matière de limitations des armements. Il ne restait en fait qu'un seul espoir: le consensus auquel étaient parvenus les trente-cinq États de la CSCE réunis à Madrid en 1983, en prenant la décision d'ouvrir la CMCSDE le 17 janvier 1984 à Stockholm.

Comme il n'existait à l'époque aucun autre dialogue international sur la limitation des armements, la Conférence de Stockholm a d'abord favorisé, outre la négociation des MPAC, l'étude d'une multitude d'autres questions politiques liées aux relations Est-Ouest. Cette situation constituait à la fois un avantage

et un désavantage pour les négociations de Stockholm, car les progrès ont été à partir de ce moment-là liés à des événements extérieurs à la Conférence qui pouvaient aussi bien favoriser d'énormes succès ou, au contraire, causer un échec total. En l'occurrence, le processus de la CSCE, de par sa nature multilatérale, a permis aux parties d'avoir des échanges constructifs et d'établir par ailleurs des contacts officieux sur des questions de sécurité autres que les MPAC. De toute évidence, il ne pouvait y avoir à Stockholm de progrès que dans la mesure où il s'instaurait entre les parties un climat de confiance politique à une échelle plus vaste, ce qui supposait notamment la reprise des négociations bilatérales et des discussions de bloc à bloc. Devant les succès enregistrés dans le cadre des contacts bilatéraux et compte tenu des encouragements prodigués par tous les pays participants, on peut dire de la Conférence de Stockholm qu'elle a été un excellent point de départ pour d'autres négociations.

## LES MOTIFS POLITIQUES DE L'ENTENTE

Le fait que la Conférence ait réuni en premier lieu des ministres des Affaires étrangères, a confirmé l'importance des dialogues politiques menés aux paliers supérieurs. La Conférence a également été pour les pays participants l'occasion de nouer des contacts bilatéraux et ministériels, lesquels ont débouché sur la reprise des pourparlers sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR), en mars 1984, et sur celle, des pourparlers de Genève sur les armes nucléaires et spatiales, un an plus tard. En outre, l'Union soviétique était séduite par la perspective de la Conférence de Stockholm, qui ne posait en fait aucun risque pour la sécurité et qui allait lui permettre de poursuivre l'un de ses anciens rêves politiques, soit la création "d'un système de sécurité collective" qui engloberait l'ensemble du continent européen.<sup>14</sup>

Du fait de la relation établie entre la Conférence de Stockholm et les autres négociations sur la limitation des armements, l'état des relations politiques entre les superpuissances allait inévitablement influencer sur les progrès réalisés en Suède. L'examen des progrès accomplis dans le cadre de la Conférence semble confirmer cette opinion, et l'on peut même distinguer plusieurs étapes dans la Conférence, puisque, du "dialogue de sourds" en 1984, on est passé à la négociation et à la conclusion d'un accord en 1986, après un certain filtrage et la définition des terrains d'entente en 1985. On constate également qu'il a fallu, à certains moments clés de la négociation, donner des impulsions politiques pour assurer la continuation des travaux. Certains se demanderont pourquoi il a fallu tant de temps pour conclure un accord. La réponse tient au fait que le continent européen est au centre de toutes